

CHRIS HEDGES : « SEULE LA GRÈVE GÉNÉRALE POURRA SAUVER LES CLASSES POPULAIRES. »

« La seule façon de mettre fin à l'attaque mondiale contre les droits humains des travailleurs est de se syndiquer. »

Rendons hommage à ces travailleurs qui ont tenu tête à Amazon, tout particulièrement à **Chris Smalls**, décrit par l'avocat en chef d'Amazon comme « *pas très malin et incapable de s'exprimer* », qui a organisé un débrayage dans l'entrepôt Amazon de Staten Island JFK8 au début de la pandémie, il y a deux ans, pour dénoncer des conditions de travail dangereuses. Il a été immédiatement licencié.

Les prestigieux avocats d'Amazon ont toutefois eu une surprise. Smalls a réussi à fédérer dans un syndicat le premier entrepôt Amazon du pays. **Avec son cofondateur Derrick Palmer, ils ont mis en place leur syndicat, travailleur par travailleur, avec peu de soutien extérieur et sans affiliation à quelque groupe syndical national** que ce soit, en récoltant 120 000 dollars sur *GoFundMe*. Selon des documents fédéraux, Amazon a pour sa part dépensé plus de 4,3 millions de dollars rien que l'année dernière, pour payer des consultants hostiles à la syndicalisation.

Nous ne devons surtout pas sous-estimer cette victoire. Seules la reconstruction des syndicats et la grève générale pourront enrayer la spirale descendante et sauver les classes populaires. Aucun politicien ne le fera pour nous. Aucun des deux partis au pouvoir ne sera notre allié. Les médias seront hostiles. Le gouvernement, redevable aux entreprises et aux riches, utilisera ses ressources, quel que soit le parti au pouvoir à la Maison-Blanche, pour écraser les mouvements ouvriers. Ce sera une lutte longue, douloureuse et solitaire.

Nous pouvons connaître les grandes peurs des oligarques en regardant ce qu'ils cherchent à détruire : les syndicats. Amazon, le deuxième employeur des États-Unis après Walmart, consacre des ressources faramineuses pour bloquer la syndicalisation, exactement comme Walmart. Selon des documents du tribunal, Amazon a formé une cellule de crise composée de 10 équipes, dont un groupe de sécurité composé de vétérans de l'armée, pour empêcher Staten Island de s'organiser, et a élaboré des plans pour briser l'activité syndicale dans son « *Protest Response Playbook* » (fascicule de réponses aux manifestations) et son « *Labor Activity Playbook* » (Guide des activités liées à la main-d'œuvre).

Les équipes de briseurs de grève ont organisé jusqu'à 20 réunions obligatoires par jour, au cours desquelles les superviseurs dénigraient les syndicats. Amazon a utilisé toutes sortes de subterfuges pour rendre impossible tout vote d'un syndicat. Amazon a placé des affiches hostiles aux syndicats dans les toilettes. Amazon a licencié des travailleurs suspectés de vouloir s'organiser. Et Amazon s'est appuyé sur le démantèlement de la législation antitrust et de l'OSHA, ainsi que sur la castration du *National Labor Relations Board* (NLRB), qui a largement désarmé les travailleurs, même si le NLRB a pris quelques décisions en faveur des organisateurs de syndicats.

« *Ils nous ont traités de voyous* », a déclaré Smalls aux journalistes après le vote de 2 654 contre 2 131 en faveur de la création d'un syndicat. « *Ils ont essayé de répandre des rumeurs racistes. Ils ont essayé de diaboliser nos personnalités, mais ça n'a pas marché* ».

Amazon, comme la plupart des grandes entreprises, n'a pas plus de respect pour les droits des travailleurs que pour la nation. Elles évitent les impôts grâce à une série de niches élaborées par leurs lobbyistes à Washington et adoptées par le Congrès. En 2021, Amazon a échappé à environ 5,2 milliards de dollars d'impôts fédéraux sur le revenu des sociétés, alors même qu'elle déclarait des bénéfices records de plus de 35 milliards de dollars. Elle n'a payé que 6 % de ces bénéfices en impôt fédéral sur les sociétés.

Amazon a affiché des revenus de plus de 11 milliards de dollars en 2018, mais n'a payé aucun impôt fédéral et a reçu un remboursement d'impôt fédéral de 129 millions de dollars. Jeff Bezos, deuxième homme le plus riche du monde, vaut plus de 180 milliards de dollars. Tout comme Elon Musk, l'homme le plus riche du monde, qui vaut 277 milliards de dollars, s'amuse avec des fusées spatiales comme s'il s'agissait de jouets, et termine à présent les travaux de son yacht qui vaut 500 millions de dollars, le plus grand du monde.

Bezos possède le *Washington Post*. Le milliardaire bioscientifique Patrick Soon-Shiong possède le *Los Angeles Times*. Les fonds spéculatifs et autres sociétés financières possèdent la moitié des quotidiens

des États-Unis. La télévision est, en gros, entre les mains d'une demi-douzaine de sociétés qui contrôlent 90 % de ce que les Américains regardent. WarnerMedia, actuellement détenue par AT&T, possède *CNN* et *Time Warner*. *MSNBC* est détenue par Comcast, qui est une filiale de General Electric, le 11^e plus grand entrepreneur de défense des États-Unis. News Corp possède le *Wall Street Journal* et le *New York Post*.

Les oligarques au pouvoir ne se soucient pas de ce que nous regardons, tant que nous restons fascinés par les spectacles futiles et chargés d'émotions qu'ils nous offrent. Aucun de ces médias ne remet en cause les intérêts de ses propriétaires, fussent-ils actionnaires ou annonceurs, qui orchestrent l'attaque contre les travailleurs. Plus les travailleurs deviendront puissants, mieux les médias seront armés pour les contrer.

Le premier article que j'ai publié dans un grand journal, le *Christian Science Monitor*, portait sur la campagne de répression que la société américaine Gulf and Western a menée contre l'organisation d'un syndicat dans sa zone franche industrielle de La Romana, en République dominicaine, campagne qui impliquait l'intimidation, le passage à tabac, le licenciement et l'assassinat d'organiseurs syndicaux dominicains.

L'histoire a initialement été reprise par la section Outlook du *Washington Post* jusqu'à ce que Gulf and Western, propriétaire de Paramount Pictures, menace de retirer sa publicité cinématographique du journal. *Le Monitor*, financé par l'Église de la Science Chrétienne, ne contenait pas de publicité. Cette histoire a constitué une première et importante leçon quant aux contraintes sévères imposées par la presse marchande.



Un an plus tôt, le *New York Times* avait vidé de sa substance un article d'investigation écrit par celui qui est probablement notre plus grand journaliste d'investigation, Seymour Hersh, celui qui a révélé le meurtre par l'armée américaine de quelque 500 civils non armés à My Lai ainsi que la torture perpétrée à Abu Ghraib, travaillant avec Jeff Gerth lorsqu'il s'agissait de Gulf and Western.

Hersh et Gerth ont documenté la manière dont Gulf and Western a pratiqué la fraude, les abus, l'évasion fiscale et ont dénoncé ses liens avec le crime organisé. Charles Bluhdorn, le PDG de Gulf and Western, entretenait des relations avec l'éditeur Arthur « Punch » Sulzberger, qui l'invitait notamment à visionner

des films Paramount en avant-première dans la salle de cinéma privée du domicile de Bluhdorn. Bluhdorn s'est servi de ses relations au sein du journal pour discréditer Hersh et Gerth, ainsi que pour assaillir le journal de lettres accusatrices et d'appels téléphoniques menaçants. Il a engagé des détectives privés pour déterrer des ragots sur Hersh et Gerth.

Lorsque les deux reporters ont publié leur article de 15 000 mots, le rédacteur économique en chef, John Lee, et, selon les mots de Hersh, « *sa coterie de rédacteurs crétiens lèche-cul* », peut-être par peur d'être poursuivis, l'ont édulcoré. **C'était une chose, selon Hersh, de s'opposer à une institution publique. C'en était une autre de s'attaquer à une grande entreprise. Plus jamais il ne devait être engagé pour travailler régulièrement pour un journal.**

Dans son livre de souvenirs, « Reporter », Hersh écrit :

« L'expérience était frustrante et exaspérante. Écrire sur l'Amérique des entreprises avait sapé mon énergie, déçu les rédacteurs en chef et m'avait angoissé. Les entreprises américaines ne seraient jamais contrôlées, telle était ma crainte : la cupidité l'avait emporté. Le sale affrontement avec Gulf and Western avait tellement secoué l'éditeur et les rédacteurs en chef que ceux qui dirigeaient les pages d'économie avaient été autorisés à dénaturer et saper tout le bon travail que Jeff et moi avions fait. Je ne pouvais manquer de me demander si les rédacteurs en chef avaient été informés des liens personnels qui existaient entre Bluhdorn et Punch. Quoi qu'il en soit, il était clair pour Jeff et moi que le courage dont le Times avait fait preuve en affrontant la colère d'un président et d'un procureur général lors de la crise des Pentagon Papers en 1971 ne serait plus de mise face à une bande d'escrocs du monde des affaires... »

Les États-Unis ont connu les guerres ouvrières les plus violentes du monde industrialisé : des centaines de travailleurs ont été assassinés par des hommes de main et les milices des entreprises, des milliers d'autres ont été blessés et des dizaines de milliers ont été mis sur liste noire. Les luttes pour la création de syndicats, et avec ceux-ci pour des salaires décents, des avantages sociaux et la protection de l'emploi, se sont soldés par des rivières de sang ouvrier et d'immenses souffrances. La formation de syndicats, comme par le passé, entraînera une longue et violente guerre de classe. L'appareil de sécurité et de surveillance, y compris le Homeland Security et le FBI, sera déployé, ainsi que des sous-traitants privés et des voyous engagés par les entreprises, pour surveiller, infiltrer et détruire les mouvements en faveur d'une syndicalisation.

Pendant un certain temps, grâce aux syndicats, il a été possible de mettre en place un salaire donnant accès à la classe moyenne aux ouvriers de l'automobile, aux conducteurs de bus, aux électriciens et aux ouvriers du bâtiment. Mais ces avancées ont été réduites à néant. Si le salaire minimum avait suivi le rythme de la hausse de la productivité, comme le souligne le *New York Times*, aujourd'hui les travailleurs gagneraient au moins 20 dollars de l'heure.

L'organisation naissante chez Amazon, Starbucks, Uber, Lyft, John Deere, Kellogg, l'usine Special Metals de Huntington, en Virginie occidentale, appartenant à Berkshire Hathaway ; REI, le syndicat des charpentiers du Nord-Ouest, Kroger, les enseignants de Chicago, de Sacramento, de Virginie occidentale, d'Oklahoma et d'Arizona ; les travailleurs de la restauration rapide, des centaines d'infirmières à Worcester, dans le Massachusetts, et les membres de l'Alliance internationale des employés de scène de théâtre, sont le signe que les travailleurs découvrent que le seul pouvoir réel dont ils disposent est celui du collectif, bien qu'un maigre 9 % de la main-d'œuvre américaine seulement soit syndiquée. Les 1 400 travailleurs d'une usine Kellogg's d'Omaha ont obtenu un nouveau contrat prévoyant des augmentations de salaire de plus de 15 % sur trois ans après avoir fait grève pendant près de trois mois l'automne dernier.

La trahison de la classe ouvrière par le Parti démocrate, tout particulièrement pendant l'administration Clinton, s'est traduite par des accords commerciaux qui permettaient aux travailleurs exploités au Mexique ou en Chine de prendre la place des travailleurs syndiqués ici, sur notre territoire. Au nom des grandes entreprises, des lois anti-ouvrières ont été approuvées par des politiciens des deux partis au pouvoir, achetés et soudoyés. La désindustrialisation et la précarité de l'emploi se sont progressivement métamorphosées en une économie de type « gig », une économie qui contraint les travailleurs à vivre avec un salaire de survie, sans avantages sociaux ni sécurité de l'emploi, et avec peu de droits.

Les capitalistes, comme l'a souligné Karl Marx, n'ont que deux objectifs : réduire le coût du travail, ce qui implique appauvrir et exploiter les travailleurs, et augmenter les taux de production, ce qui passe souvent par l'automatisation, bien illustrée par les omniprésents robots trapézoïdes oranges d'Amazon qui transportent des rayonnages jaunes dans des entrepôts qui font un million de mètres carrés. Lorsque les êtres humains interfèrent avec ces deux objectifs capitalistes, on les sacrifie.

La détresse financière des travailleurs, pris au piège de l'esclavage de la dette et exploités par les banques, les sociétés de cartes de crédit, les sociétés de prêts étudiants, les services publics privatisés, la « gig economy », un système de santé à but lucratif qui n'a pas empêché les États-Unis d'avoir environ un sixième de tous les décès par Covid-19 signalés dans le monde – bien que nous ayons moins d'un douzième de la population mondiale – et des employeurs qui paient de maigres salaires et ne fournissent pas d'avantages sociaux, ne cesse d'empirer, en particulier avec l'inflation grandissante.

Biden, tout en dispensant généreusement 13,6 milliards de dollars à l'Ukraine et en portant le budget militaire à 754 milliards de dollars, a piloté la fin de l'extension des allocations de chômage, de l'aide au loyer, de la renégociation des prêts étudiants, des chèques d'urgence, du moratoire sur les expulsions et maintenant la fin de l'extension du crédit d'impôt pour les familles avec enfants. Il a refusé de tenir ne serait-ce que ses promesses de campagne les plus timides, notamment l'augmentation du salaire minimum à 15 dollars de l'heure et l'annulation des prêts étudiants. Son projet de loi « Build Back Better » a été vidé de sa substance et pourrait bien ne pas être relancé.

Les travailleurs d'Amazon, comme de nombreux travailleurs américains, subissent des conditions de travail épouvantables. Ils sont affectés à des postes de travail qui sont obligatoirement de 12 heures. Ils n'ont pas droit à des pauses toilettes et doivent souvent uriner dans des bouteilles. Ils endurent des températures étouffantes dans l'entrepôt en été. Il leur faut scanner un nouvel article toutes les 11 secondes pour atteindre leur quota. L'entreprise sait immédiatement quand ils prennent du retard. Si on ne respecte pas le quota, c'est le licenciement immédiat.

Will Evans, dans un article d'investigation pour *Reveal* du Center for Investigative Reporting, a découvert que « *la course à la vitesse de l'entreprise, véritable obsession, a transformé ses entrepôts en véritables fabriques à blessés* ». Will Evans a réuni des rapports concernant les blessures en interne provenant de 23 des 110 « centres d'exécution » de la société dans tout le pays :

« Globalement, le taux de blessures graves dans ces installations était plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale constatée dans le secteur des entrepôts : 9,6 blessures graves pour 100 travailleurs à temps plein en 2018, contre une moyenne du secteur cette année-là qui était de 4. »

Ceux qui sont blessés, a constaté Evans, sont « *rejetés comme des biens avariés ou réaffectés dans des emplois qui leur infligent davantage de blessures* ».

« La procédure interne d'Amazon visant Parker Knight montre la cruelle rigueur du système Amazon, il s'agit d'un vétéran handicapé qui a travaillé à l'entrepôt de Troutdale, dans l'Oregon, cette année. Knight avait été autorisé à travailler sur des périodes plus courtes après avoir été victime de blessures au dos et à la cheville dans l'entrepôt, mais [le programme de suivi du logiciel propriétaire] ADAPT ne l'a pas épargné. En mai, à trois reprises, Knight a été signalé par écrit pour avoir failli à son quota. Les attentes étaient précises. Il devait prélever 385 petits articles ou 350 articles moyens par heure. Une semaine, il a atteint 98,45 % de son taux prévu, mais ce n'était pas suffisant. Ce manque de vitesse de 1,55 % lui a valu son dernier avertissement écrit — le dernier avant licenciement ».

Le *New York Times* a révélé l'année dernière que régulièrement, Amazon pénalise aussi les nouveaux parents, les patients confrontés à des problèmes médicaux et autres travailleurs vulnérables en congé :

« Dans tout le pays, des travailleurs confrontés à des problèmes médicaux et à d'autres moments personnels difficiles ont été licenciés lorsque le logiciel de présence les a indiqués

par erreur comme absents, selon d'anciens et actuels membres du personnel des ressources humaines, dont certains n'ont voulu parler que sous couvert d'anonymat par crainte de représailles, rapporte le journal. Les rapports des médecins ont disparu dans les trous noirs des bases de données d'Amazon. Les employés avaient du mal à joindre leurs responsables de dossiers, se débattant dans des arborescences téléphoniques automatisées qui acheminaient leurs appels vers des employés administratifs débordés qui se trouvaient au Costa Rica, en Inde et à Las Vegas.

Et l'ensemble du système de gestion des congés était géré par un patchwork de logiciels qui, souvent, n'étaient pas compatibles. Certains travailleurs qui étaient prêts à revenir ont découvert que le système était trop encombré pour traiter leur cas, ce qui leur a fait perdre des semaines voire des mois de revenus. Les employés de l'entreprise mieux rémunérés, qui devaient naviguer dans les mêmes systèmes, ont constaté que l'organisation d'un congé de routine pouvait se transformer en un véritable imbroglio. »

La classe dirigeante, par le biais de gourous du développement personnel comme Oprah, de prédicateurs d'un « évangile de prospérité » et de l'industrie du divertissement, a effectivement privatisé l'espoir. Ils entretiennent le fantasme que la réalité ne serait jamais un obstacle à ce que nous désirons. Si nous croyons en nous-mêmes, si nous travaillons dur, si nous saisissons que nous sommes vraiment exceptionnels, nous pouvons avoir tout ce que nous voulons.

La privatisation de l'espoir est un phénomène pervers et autodestructeur. Lorsque nous ne parvenons pas à atteindre nos objectifs, lorsque nos rêves sont irréalisables, alors on nous inculque que ce n'est pas dû à une injustice économique, sociale ou politique, mais bien à des failles qui nous sont propres. L'histoire a démontré que le seul pouvoir des citoyens passe par le collectif, sans ce collectif nous sommes tondus comme des moutons. C'est une vérité que la classe dirigeante passe beaucoup de temps à occulter.

Toute avancée que nous faisons en matière de justice sociale, politique et économique est immédiatement attaquée par la classe dirigeante. Cette dernière grignote petit à petit les acquis que nous obtenons, c'est ce qui s'est produit après la progression des mouvements de masse dans les années 1930 et plus tard dans les années 1960. Les oligarques cherchent à étouffer ce que le politologue Samuel Huntington avec cynisme a appelé « excès de démocratie ». C'est ce qui a conduit le sociologue Max Weber à qualifier la politique de vocation.

La transformation sociale ne peut être obtenue simplement par le biais du vote. Elle exige un effort soutenu, continu. Il s'agit d'une lutte sans fin pour un nouvel ordre politique, qui requiert le dévouement de toute une vie, la capacité de s'organiser pour tenir en échec les excès rapaces du pouvoir et le sens du sacrifice. Cette vigilance perpétuelle est la clé du succès.

À l'heure où j'écris, la vaste mécanique d'Amazon est sans doute en train de comploter pour réduire à néant le syndicat de Staten Island. Le groupe ne peut pas permettre que ce soit un exemple de réussite. Amazon possède 109 « centres d'exécution » pour lesquels la société est déterminée à s'assurer qu'il n'y aura jamais de syndicalisation. Mais, si nous ne nous laissons pas aller à la facilité, si nous continuons à nous organiser et à résister, si nous joignons nos forces à celles de nos alliés syndiqués dans tout le pays, si nous sommes capables de faire grève, alors nous avons une chance.

Chris Hedges

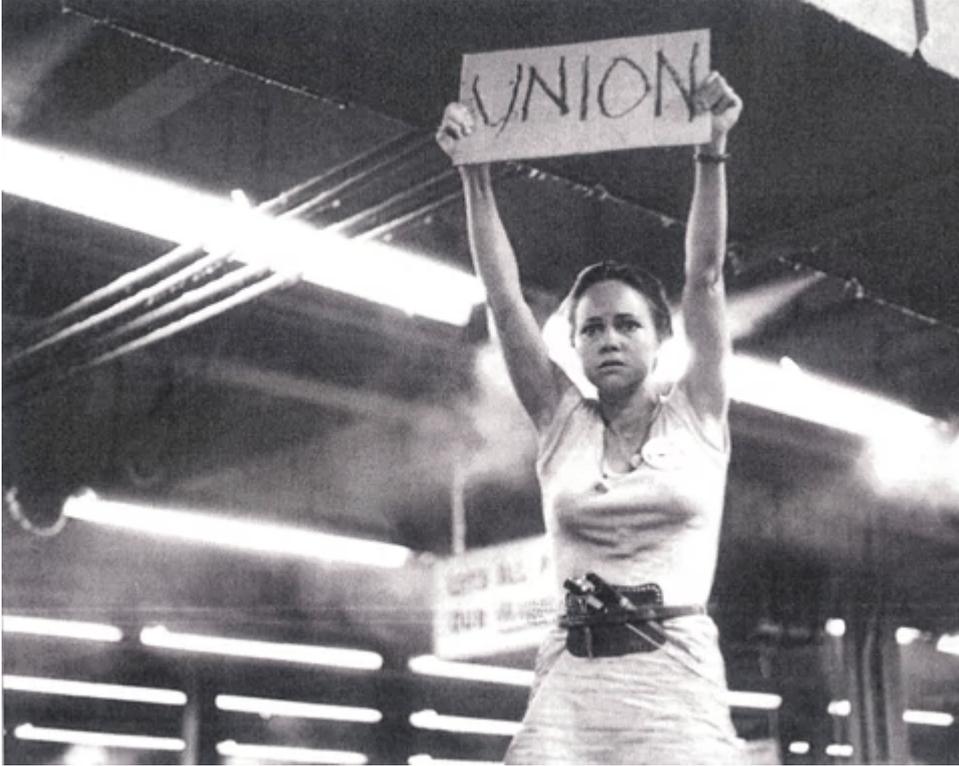
Article traduit et reproduit avec l'autorisation de Chris Hedges.

Date de publication originale : 04/04/2022 - [Scheerpost](#)

Source : **ELUCID MÉDIA**, <https://elucid.media/democratie/chris-hedges-greve-generale-syndicats-sauver-classes-populaires/>

Cet article de Chris Hedge (que j'aime lire depuis des années, et que nous pouvons tous lire en français grâce au travail formidable d'Olivier Berruyer et de son équipe des crises.fr) me fait penser à **deux autres outils d'éducation populaire importants** (dont je vous parle depuis longtemps) :

• Le magnifique film de Martin Ritt, « **Norma Rae** », en 1979 :



(Union signifie Syndicat en français)

Ce film est à voir absolument, à acheter et à **montrer à nos enfants** et à leurs amis.

• Le livre de Grégoire Chamayou « **La société ingouvernable. Généalogie du libéralisme autoritaire** », livre essentiel pour la mémoire des luttes, à lire le crayon à la main, pour comprendre en profondeur le travail méthodique (véritable complot contre le bien commun) des patrons contre les travailleurs, ici depuis les années 70 :

Grégoire Chamayou

La société

ingouvernable

**Une généalogie du
libéralisme autoritaire**

La fabrique
éditions

<https://lafabrique.fr/la-societe-ingouvernable/>

Étienne.